

[Ventes et cessions de fonds de commerces en France - Bilan 2025 et T1 2026]

Moins de 30 000 fonds de commerce transmis en 2025 : le marché marque le pas et les fractures territoriales s'accroissent

Les tendances et chiffres clés à retenir

- **29 766** ventes et cessions de fonds enregistrées en 2025, **en baisse de 6,1 % vs. 2024**.
- Le prix de cession moyen est de **241 781€**, **en baisse de 6,4 % après la flambée de 2024**.
- Le **T1 2026 confirme la tendance maussade : -3 % en volume et -7 % sur le prix moyen**.
- **Pharmacies** (> 1,2 million €) et **supermarchés** (> 900 000€) dopent toujours les prix.
- **Restaurants et débits de boisson concentrent 1 transaction sur 3**.
- **Belle surprise du côté de la restauration et la boulangerie, dont les prix de vente augmentent**.
- Les transmissions de PME sont stables et celles des ETI s'envolent de 21 %.
- Les **fractures territoriales s'accroissent fortement** entre grandes villes et bourgs ruraux.

Paris, le 11 juin 2026 – Le groupe Altares, expert historique et référent de l'information sur les entreprises, dévoile le bilan des ventes et cessions de fonds de commerce en France en 2025. La dynamique des transmissions marque globalement le pas. En recul de 6 %, le volume des opérations repasse sous le seuil des 30 000 cessions. Après une inflation exceptionnelle en 2024, le prix moyen reflue quant à lui de 6,4 %, s'établissant à 241 781 €. Toutefois, le prix médian, plus représentatif des transactions courantes, progresse pour atteindre 112 700 € contre 110 000 € l'an dernier, signe d'une relative résistance du marché.

Thierry Millon, directeur des études Altares : « Depuis le choc brutal de 2020, les ventes et cessions tentent de rebondir sans toutefois prendre un réel essor. Depuis 4 ans, nous oscillons ainsi autour de 30 000 transactions annuelles, butant sur un plafond de verre difficile à franchir. En 2025, le marché résiste mais marque globalement le pas. La bonne surprise nous provient de la restauration qui, en dépit des difficultés du secteur, continue de drainer le quart des transactions. On retient aussi l'embellie du côté de la boulangerie, dont les fonds sont bien mieux valorisés. Plus localement, une fracture territoriale se dessine, particulièrement entre les grandes villes, seules encore capables de soutenir les valorisations, et les bourgs ruraux, où les reprises et les prix reculent fortement. La transmission d'un fonds de commerce ne dépend pas uniquement de sa santé financière, elle doit aussi composer avec la réalité de l'économie locale. En cela, le marché de la transmission nous dit beaucoup de la capacité d'un territoire à renouveler son commerce et conserver la vitalité de son tissu d'entreprises de proximité. »

Focus Plan d'action de l'État pour soutenir la transmission-reprise d'entreprise.

Serge Papin, ministre des Petites et Moyennes entreprises, du Commerce, de l'Artisanat, du Tourisme et du Pouvoir d'achat a présenté le 23 avril 2026 à Bercy le plan d'action de l'État pour soutenir la transmission-reprise d'entreprise. Ce plan « **Objectif Reprises** » vise à accroître significativement le nombre de transmissions effectives dans un contexte où **une entreprise sur deux ne trouve pas aujourd'hui de repreneur**.

<https://www.economie.gouv.fr/actualites/objectif-reprises-un-plan-daction-pour-faciliter-la-transmission-reprise-des-entreprises#>

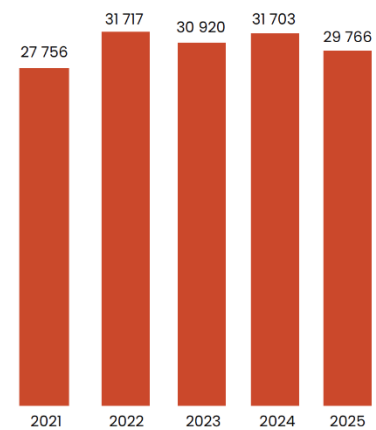
La transmission s'essouffle mais les prix résistent

Avec **29 766 opérations en 2025, contre 31 703 un an plus tôt, les ventes et cessions de fonds de commerce reculent de 6,1 %**. Pour la première fois depuis 2022, elles repassent sous le seuil des 30 000 transactions.

Après le rebond « post Covid » observé en 2021-2022, la dynamique des transmissions peine à se relancer. Sans s'effondrer, le marché s'essouffle et se stabilise autour de 30 000 cessions chaque année.

Le début de l'année 2026 confirme ce climat atone. A l'issue du premier trimestre, on comptabilise 7 723 transactions, en repli de 2,9 % vs. T1 2025.

Nombre de transactions de fonds de commerce sur 5 années (2021-2025)

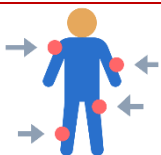
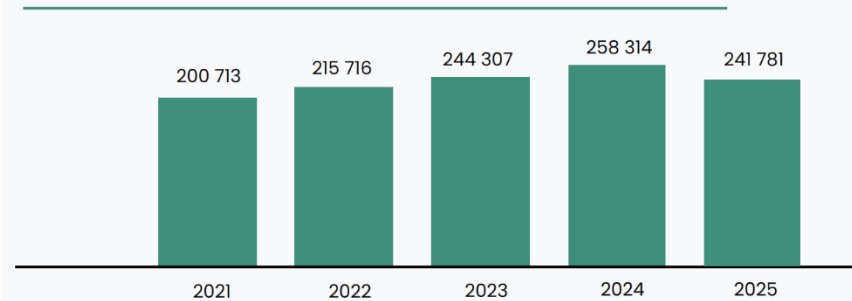


En parallèle, le prix de vente moyen baisse de 6,4 % pour s'établir à 241 781 €. Il s'agit d'un retour à la normale après deux années de très fortes hausses. Même s'il reflue, le prix reste en réalité élevé. Le ticket moyen était inférieur à 200 000 € avant la crise sanitaire.

Le premier trimestre confirme cette tendance de « réajustement ». Au 31 mars 2026, le prix de cession moyen repasse sous la barre des 240 000 € (239 151 € précisément), en baisse de 6,9 % vs. T1 2025.

Un signal positif émerge cependant. **Le prix médian, plus représentatif des transactions « ordinaires », atteint 112 700 € en 2025 vs. 110 000 € un an plus tôt, soit une progression de 2,5 %**. Preuve d'une relative résilience du marché.

Prix d'achat moyen de fonds de commerce sur 5 années (2021-2025)



On achète en moyenne à 42 ans et on vend en moyenne à 52 ans

Les chiffres restent stables depuis la crise sanitaire mais confirment les trajectoires de vies liées à l'acquisition ou à la vente d'une affaire. En moyenne, l'acheteur a 42 ans et dispose donc déjà d'une expérience professionnelle solide, alors que les créateurs d'entreprise sont globalement plus jeunes, près de 62 % ayant moins de 40 ans selon l'Insee*.

Le vendeur a quant à lui 52 ans en moyenne, le produit de la vente contribuant à financer une partie de la retraite de l'entrepreneur.

*<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2015206#tableau-figure1>

Restaurants et cafés drainent 1 transaction sur 3

La restauration et le débit de boisson drainent près du tiers des transactions de fonds de commerce en France. En dépit des difficultés des secteurs, ces affaires continuent d'attirer de nouveaux acquéreurs et constituent l'une des « belles surprises » de ce bilan 2025.

La **restauration traditionnelle** reste de loin le premier marché de la transmission, avec 4 362 transactions en 2025, en dépit d'un repli de 5,7 %. Derrière elle, la **restauration rapide** confirme sa solidité avec 3 119 cessions, quasiment stables sur un an (-0,6 %). Les **cafés** complètent le trio de tête avec 2 509 transactions (-0,4 %). **À elles seules, ces trois activités concentrent le tiers de l'ensemble des échanges de fonds de commerce en France.** Au premier trimestre 2026, le trio de tête reste solidement installé. En restauration traditionnelle, la baisse des échanges s'accroît cependant (-8,7 %) tandis que la restauration rapide confirme une embellie (+6,2 %).

Au pied du podium, la **boulangerie-pâtisserie** totalise 1 336 transmissions en 2025 (-2,8 %), suivie de la **coiffure** avec 1 033 opérations (-6,3 %) et les **garagistes automobiles**, stables à 949 cessions.

Les officines de **pharmacie** progressent à 842 transactions (+6,2 %). L'**épicerie** décroche nettement à 762 (-14,9 %) et les **buralistes** tombent à 552 (-9,4 %). Les **hôtels** et hébergements similaires concluent le top 10 avec 520 opérations, pratiquement stables (-1 %).

Top 10 des activités où les échanges de fonds de commerce sont les plus nombreux en 2025

	Activités	Nb de transactions en 2025	Évolution 2025 vs 2024
#1	Restauration traditionnelle	4362	-5,7%
#2	Restauration rapide	3119	-0,6%
#3	Débites de boissons	2509	-0,4%
#4	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	1336	-2,8%
#5	Coiffure	1033	-6,3%
#6	Garagistes automobiles	949	0,0%
#7	Officines de Pharmacie	842	6,2%
#8	Épicerie	762	-14,9%
#9	Buralistes	552	-9,4%
#10	Hôtels et hébergement similaire	520	-1,0%

La boulangerie signe la plus forte hausse du top 10 des prix de cession

En 2025, les plus fortes valorisations de fonds restent dominées par **les officines de pharmacie, qui se vendent en moyenne 1,22 million d'euros**, malgré un léger tassement de 1 % sur un an.

Les prix de cession des **supermarchés** retrouvent des niveaux plus raisonnables et s'affichent à **913 429 € en moyenne**, en baisse de 51,6 % sur un an. La baisse est brutale mais fait suite à une année 2024 hors norme où le prix moyen avait approché 1,89 million d'euros.

A la 3^{ème} marche du podium, on retrouve les **hôtels** à 473 108 €, en léger repli de 2,6 %. Viennent ensuite les **buralistes** (366 155 € ; -1,8 %) et les commerces de journaux et **papeterie** (312 839 € ; -1,6%).

La **boulangerie-pâtisserie** signe la hausse la plus spectaculaire du top 10 : son prix moyen bondit de **13,7 % et atteint 258 604 €**. La **restauration traditionnelle** reprend également son élan : 212 001 € en moyenne (+2,6 % après le repli observé en 2024). Les **cafés** progressent nettement à 241 863 € (+8 %).

Le **commerce de voitures** accuse un fort repli et tombe à 239 758 €, en baisse de 16,1 % sur un an. Les **magasins d'optique** reculent aussi à 232 834 € (-13,1 %).

Le marché reste très polarisé sur le premier trimestre 2026. Le prix des pharmacies repart à la hausse (+7,5%), tandis que les supermarchés poursuivent leur normalisation avec un prix moyen encore en forte baisse (-27,8 %). Le repli est plus sévère dans l'hôtellerie (-34,8 %) et dans le commerce automobile qui décroche de -50 % par rapport au premier trimestre 2025. À l'inverse, les magasins d'optique retrouvent des couleurs (+11 %) et la restauration traditionnelle confirme son redressement (+2,1 %).

Top 10 des activités où les prix moyens de cession sont les plus élevés en 2025

	Activités	Prix moyen en 2025	Évolution 2025 vs 2024
#1	Officines de Pharmacie	1 222 445	-1,0%
#2	Supermarchés	913 429	-51,6%
#3	Hôtels et hébergement similaire	473 108	-2,6%
#4	Buralistes	366 155	-1,8%
#5	Commerce de journaux et papeterie	312 839	-1,6%
#6	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	258 604	13,7%
#7	Débits de boissons	241 863	8,0%
#8	Commerce de voitures et de véhicules automobiles	239 758	-16,1%
#9	Magasins d'Optique	232 834	-13,1%
#10	Restauration traditionnelle	212 001	2,6%

Les transactions d'ETI s'envolent de 21 %

Le marché des transactions de fonds de commerce est logiquement très largement dominé par les TPE. En 2025, ces entreprises de **moins de 10 salariés** concentrent à elles seules 27 276 transactions, soit plus de 91 % des opérations. **En repli de 6,2 % sur un an**, ce sont elles qui donnent le « la » sur la tendance nationale. Chez les structures de **10 à 49 salariés**, avec 1 318 cessions, on observe un repli plus marqué de 14,4 %.

En volume, les transactions de plus grandes structures sont quasi marginales, mais elles sont mieux orientées. Les ventes & cessions de sociétés de **50 à 249 salariés** restent stables, et celles de **250 salariés et plus** progressent nettement (+21%). **Parmi ces opérations, on retrouve principalement des activités de commerces multi-rayon et habillement ainsi que des activités de soins à domicile.**

Le début de l'année 2026 confirme cette tendance : les plus petites entreprises continuent de porter l'essentiel du marché, mais ce sont aussi elles qui montrent les signes d'essoufflement les plus nets. La trajectoire s'inverse favorablement pour les PME sur le premier trimestre.

Les fractures territoriales s'accroissent : valorisations en hausse dans les grandes villes alors que les bourgs perdent en attractivité

En 2025, l'essoufflement du marché n'épargne aucun territoire. Les bourgs ruraux sont les plus touchés, avec une baisse de 10,6 % du nombre de transactions sur un an, devant les petites villes (-8,5 %) et les villes moyennes (-7,1 %). Les grandes villes (-1,6 %) et les villages (-1,8 %) résistent mieux. Le début de 2026 confirme ce tassement avec une dégradation plus marquée dans les villes moyennes (-13,4 %).

Mais l'évolution des prix est plus clivée et laisse transparaître d'importantes fractures territoriales. En 2025, les prix augmentent uniquement dans les grandes villes (+7,3 %) alors qu'elles déclinent fortement partout ailleurs. Au premier trimestre, les grandes villes restent les plus chères, malgré un recul sensible de 9,4 %.

Taille des villes	% reprises 2025	Nombre 2025	Évolution 2025 vs 2024	Prix de vente moyen	Évolution 2025 vs 2024
Grandes villes (100 000 habitants et plus)	21%	6 265	-1,6%	288 307	7,3%
Villes moyennes (20 000 à 100 000 Habitants)	22,6%	6 726	-7,1%	263 809	-10,8%
Petites villes (5 000 à 20 000 Habitants)	24,4%	7 260	-8,5%	234 206	-8%
Bourgs ruraux (2 000 à 5 000 Habitants)	15,5%	4 615	-10,6%	223 804	-12,6%
Villages (Moins de 2 000 Habitants)	15,8 %	4 900	-1,8 %	177 713	-8,1 %

L'Île-de-France, en dépit d'un léger repli, conserve son leadership

En région, le plus gros des échanges se concentre sur les plus grands bassins économiques. Le top 4 des régions draine à lui seul plus de la moitié des échanges du pays :

1. **Ile de France**, 4909 ventes & cessions, en léger repli de 4,4 % ;
2. **AURA**, 4210 opérations, en baisse de 5,8 % ;
3. **PACA**, 3280 opérations, également en recul de 5,8 % ;
4. **Occitanie**, 3009 transactions, en plus forte baisse de 7,9 %.

Viennent ensuite la **Nouvelle-Aquitaine** (2 754 ; -8 %), la **Bretagne** (1870 ; -7,2 %), le **Grand Est** (1866 ; -1 %), les **Pays de La Loire** (1851 ; -6,2 %) et les **Hauts de France** (1823 ; -9,7 %).

Suivent, la **Normandie** (1679 ; -4,5 %) ; la **Bourgogne-Franche-Comté** (1098 ; -7,7 %) et le **Centre-Val de Loire** (964 ; -2,6 %). La **Corse** retombe sous 200 échanges (192 ; -19,3 %).

Dans ce paysage, le Grand Est et Centre-Val de Loire apparaissent comme les plus résilientes sur l'année. **Sur le premier trimestre 2026, trois régions sont dans le vert : la Bourgogne-Franche-Comté, avec un bond de 21,1 % et, plus modestement, le Centre-Val de Loire (+1,6 %) et le Grand Est (+1,2 %).**

La carte régionale des prix de cession ne recoupe pas celle des volumes. En 2025, **la Corse se hisse sur la deuxième marche du podium** à 253 258 euros (+4,8 %) même si **l'Île-de-France reste en tête avec un prix moyen de 351 158 euros qui se renchérit fortement** (+13,1 %). Deux autres régions affichent également une forte hausse du prix moyen : les **Pays de la Loire** (234 097 € ; +13,7 %) et la **Bourgogne-Franche-Comté** (205 661 € ; +11,3 %). La Normandie est stable au-delà de 240 000 €, tandis que, sous ce seuil, le **Centre-Val-de-Loire** accuse un recul sensible (238 487 euros ; -14,3%).

Les mouvements du secteur de la grande distribution avaient conduit à une inflation exceptionnelle des prix en 2024. 2025 marque un début de retour à la normale, qui se traduit par une baisse des prix moyens tout aussi exceptionnelle. Un phénomène particulièrement visible dans les régions **Hauts-de-France** (234 421 € ; -41,9%) et **AURA** (205 841€ ; -30,8 %).

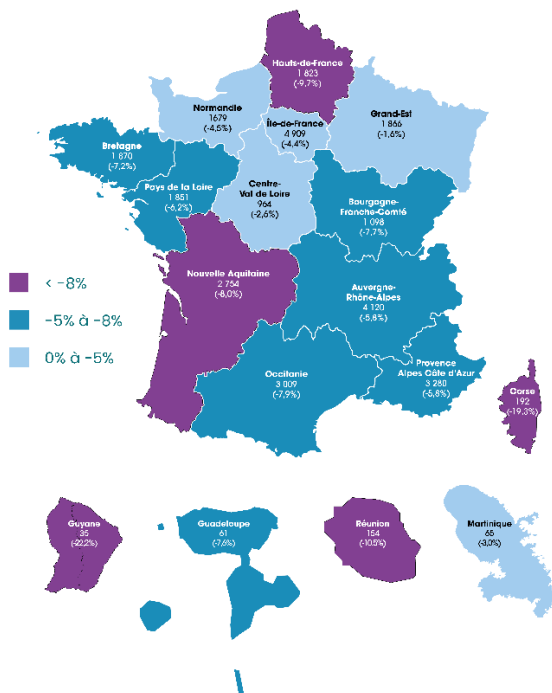
En milieu de tableau, **PACA** franchit la barre des 230 000 € (+0,8%). **Nouvelle-Aquitaine** est également dans le vert en 2025 (216 541€ ; +4,2%). **Bretagne** (213 953 € ; -9,5 %) et **Grand Est** (212 099 € ; -9,8 %) reculent tandis que **l'Occitanie** ferme la marche avec une valorisation qui se stabilise juste sous le seuil des 200 000 euros.

Top 5 des régions où les prix moyens de cession sont les plus élevés en 2025

	Région	Prix moyen 2025	Évolution 2025 vs 2024
#1	Île-de-France	351 158	13,1%
#2	Corse	253 258	4,8%
#3	Normandie	241 503	-0,8%
#4	Centre-Val de Loire	238 487	-14,3%
#5	Hauts de France	234 421	-41,9%

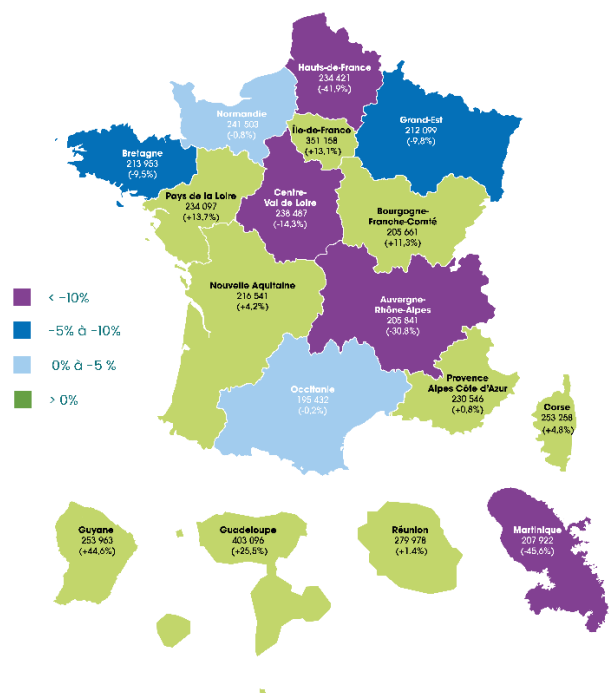
Carte d'évolution du nombre de transactions par région

(Évolution 2025-2024)



Carte d'évolution du prix de cession des fonds de commerce par région

(Évolution 2025-2024)



Repreneuriat : transmission des savoir-faire et moteur d'innovation

Thierry Millon conclut : « La reprise d'entreprise constitue un enjeu économique et social majeur, en particulier pour les territoires. Toutefois, à peine plus de 150 000 fonds de commerce ont changé de mains au cours des cinq dernières années, alors même que le marché regorge d'opportunités. Dans ce contexte, de nombreuses entreprises pourtant viables disparaissent faute de repreneur.

Une large part des fonds à transmettre relève de petits commerces ou d'activités de proximité. Or, jugés parfois plus risqués, ils sont souvent délaissés au profit de structures perçues comme plus solides. Cette tendance s'accroît lorsque le contexte économique se tend.

Pourtant, la reprise présente un avantage structurel déterminant : sa capacité à pérenniser l'activité. Les analyses Altareas montrent en effet que plus de 90 % des entreprises créées par rachat de fonds de commerce sont encore en activité trois ans après. Un niveau de pérennité qui constitue un signal fort pour les prêteurs comme pour les investisseurs.

Dans ces conditions, la transmission de fonds de commerce s'impose comme un levier essentiel de renouvellement du tissu entrepreneurial. Sa réussite suppose toutefois de mieux articuler trois conditions : l'anticipation des cédants, l'accès au financement pour les repreneurs et l'attractivité des territoires. »

Étude complète disponible sur demande

À propos d'Altares | www.altares.com

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 600 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

Contacts presse | Agence CorioLink

Loréane Cabezuelo – 07 86 80 45 26 – loreane.cabezuelo@coriolink.com

Urielle Dutartre – 06 62 82 71 62 – urielle.dutartre@coriolink.com